

# Un signal positif mais beaucoup reste encore à faire

La tripartite qui vient de se tenir a été incontestablement différente de toutes celles qui ont pu se tenir jusqu'à présent : un seul point était inscrit à l'ordre du jour : «Débattre des voies et moyens de renforcer le soutien à l'entreprise et de conforter l'environnement de l'investissement.»

La seconde originalité de cette tripartite est qu'elle a mis en place huit groupes de travail qui doivent déposer leurs conclusions et leurs recommandations à la 14<sup>e</sup> session qui se tiendra en septembre 2011. L'ensemble des groupes de travail sont dédiés à l'entreprise et notamment à l'amélioration du climat des affaires.

La politique de l'offre à laquelle nous appelions depuis longtemps va-t-elle voir enfin le jour ? Les moteurs de la croissance autres que la dépense publique vont-ils enfin être allumés ? L'intention est là. Il reste à la concrétiser et le chemin est encore long.

Il passe par un soutien franc à l'entreprise privée et son accompagnement dans une dynamique d'investissement, de production et d'exportation. Bien évidemment, les entreprises publiques ont toujours un rôle important à jouer. Mais le gouvernement ne doit plus négliger l'entreprise privée et doit même faire le pari des investisseurs nationaux et étrangers.

Dans le domaine industriel, nos entreprises publiques doivent ouvrir leur capital dans le cadre d'une stratégie d'intégration aux chaînes de valeur internationales que développent les champions mondiaux qui externalisent, se délocalisent à la recherche de marchés et de main-d'œuvre moins coûteuse.

## Des entreprises combinats ou plutôt des PME/PMI ?

A l'ère de «l'entreprise sans usines», de l'out sourcing, de la sous-traitance, des «call centers» devrions-nous en Algérie revenir à l'industrialisation de type soviétique organisée en grands combinats et recherchant les effets taille ? Devrions-nous continuer à solliciter, comme acteur principal de développement d'abord et avant tout, l'Etat malgré l'inefficacité dont il a fait preuve, ici et ailleurs, en matière de gestion sans

contrainte, de calcul économique et de recherche de compétitivité ? Ne devrions-nous pas plutôt libérer les initiatives, développer l'esprit d'entreprise, mobiliser les capacités entrepreneuriales ainsi que l'importante épargne des opérateurs privés ?

## Mettre en œuvre un véritable «plan PME/PMI privées»

L'Algérie attend toujours son «small business act», sa loi en faveur de la PME qui soutient nos petites et moyennes entreprises et les aide à devenir des «gazelles», c'est-à-dire des entreprises innovantes et à forte croissance, compétitives à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation.

Un «small business act», c'est bien évidemment autre chose qu'un simple programme de mise à niveau ou un petit ministère de la PME (qui n'existe d'ailleurs plus !). Une loi en faveur des PME (un «plan gazelles», diront les Français, un «small business act», disent les Américains), c'est une série de mesures et d'actions en faveur de la petite et moyenne entreprise.

En 1953, le gouvernement américain adopte et met en œuvre le «small business act» qui est un programme dédié à la petite entreprise et qui stipule que «le gouvernement doit aider, conseiller et protéger dans toute la mesure du possible, les intérêts de la petite entreprise» (qui a dit que les USA sont La Mecque du libéralisme ?!).

C'est bien le gouvernement américain qui a mis en place de nombreuses aides en faveur des petites entreprises privées et qui a créé la «small business administration» employant 3 000 agents et dirigée par un membre du cabinet du président américain, administration chargée de l'application du programme d'aide à la PME.

Ces aides touchent à quatre volets :

### 1- L'accès aux marchés publics

La loi impose que les marchés publics inférieurs à 100 000 dollars soient mis de côté pour être réservés aux petites entreprises. Ainsi, 62 milliards de dollars sont attribués annuellement aux petites entreprises sur un total de 200 milliards de dollars passés par l'Etat fédéral.

L'administration du small business

délivre pour ce faire et à ce titre aux PME un certificat de compétence qui atteste de leur capacité à soumissionner.

### 2- La défense des PME

Au sein de l'administration small business, il y a un bureau de défense de la PME (Office of advocacy) mandaté pour être «les yeux et les oreilles» des PME. Ce bureau propose des dispositions en faveur des PME. Il est aussi le porte-parole des PME quand elles rencontrent des difficultés.

### 3- La formation, le conseil, l'assistance

La SBA (administration) développe de très nombreuses actions pour former et conseiller les chefs d'entreprise. Il a été mis en place 57 centres dédiés à ces missions. 13 000 formateurs, essentiellement d'anciens dirigeants d'entreprise à la retraite, exercent dans ce cadre.

### 4- Les aides au financement

Le gouvernement américain, par l'intermédiaire de la SBA, met en place des programmes financiers qui répondent aux besoins des petites entreprises. Il s'agit principalement de garanties de prêts (quelque 11 milliards de dollars annuellement) et de soutien à l'industrie du capital risque par le biais du programme SBIC (Small Business Investment Act). Le «small business act» a largement contribué au développement des PME et les Etats-Unis disposent de 22 millions de petites entreprises qui emploient 52 % de la population active et contribuent pour 50 % du PIB. Ces PME ont créé, depuis 1993, 10 millions d'emplois nouveaux.

Pour sa part, et s'inspirant de l'expérience américaine, la France a mis en œuvre en juillet 2006 le plan «gazelle» dédié aussi aux PME (de 20 à 49 salariés).

Les pouvoirs publics français ont constaté une faible croissance des PME et ont pu identifier trois problèmes :

1- Pour atteindre ces objectifs de croissance, une PME doit recruter. Le marché du travail en France étant peu flexible, l'entreprise a peur de prendre trop de risques (difficultés à licencier si le carnet de commandes se réduit).

2- Il n'y a pas d'encouragement fiscal pour soutenir les PME qui veulent augmenter leur taille et développer leur potentiel de

croissance.

3- Les banques ne suivent pas et n'assistent pas les PME en croissance qui rencontrent de nouvelles contraintes et qui souffrent de délais de paiement trop longs.

L'objectif du «Plan gazelle» en France est de travailler à faire émerger des PME innovantes et compétitives par un accompagnement de l'Etat. Il y a alors de la part de l'Etat

- a) un soutien financier à l'innovation ;
- b) une assistance conseil.

L'Etat a arrêté des mesures concrètes d'aide aux PME innovantes («les gazelles») qui sont :

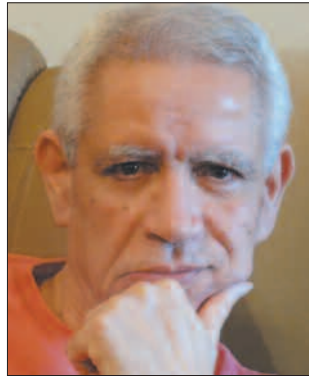
- 1/ gel de l'impôt sur les sociétés ;
- 2/ possibilité de décaler le paiement des cotisations sociales des salariés nouvellement recrutés ;
- 3/ remboursement immédiat du crédit d'impôt-recherche.

De plus, un soutien financier public est accordé aux «gazelles». Des «Small Business Investment Compagnies» (SBIC) inspirées des modèles américain et anglais et qui rassemblent pouvoirs publics et opérateurs privés assistent financièrement les PME dont les délais de recouvrement de créances, trop longs, freinent considérablement les capacités de développement.

Les ressources des SBIC sont constituées de capitaux collectés par emprunts obligataires dont le principal et les intérêts sont garantis par l'Etat. De plus, les banques et les compagnies d'assurances font des apports.

«Small Business Act» aux USA, «Plan gazelles» en France, à quand notre «Couloir vert PME» ?

A. B.



Par Abdelmadjid Bouzidi  
[abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr](mailto:abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Alors ? Ils sortent, ou ils ne sortent pas ?

Menace de grève géante à la poste. Heureusement qu'un service minimum est assuré.

Par Bensalah !

C'est proprement inhumain le traitement qu'on leur fait subir ! Ça ne devrait pas être permis. Surtout à cette échelle. Imaginez un peu l'état des nerfs de ces 7 000 terroristes emprisonnés. Ils sont au bord de l'explosion et de la mutinerie. L'administration pénitentiaire leur demande de préparer leurs cabas, d'y fourrer leurs effets personnels en vue d'une libération imminente. Alors, eux, tout heureux, tout guillerets, frémissant du poil, se préparent. Ils ramassent tout ce qu'ils peuvent ramasser, ils rebouchent vite fait le tunnel dont ils avaient entamé le creusement à l'aide de pieuses et complices fourchettes et cuillères, jettent un dernier coup d'œil sous le lit et sous le matelas pour vérifier s'il n'y ont pas oublié de la littérature, un Gala ou un Playboy, puis se mettent debout devant la porte, en attente de la sortie. Et c'est au moment, justement, où ils s'apprêtent à quitter les lieux, à retrouver Momone à qui ils ont promis de faire la fête pour rattraper le retard, que la même administration pénitentiaire leur fait parvenir un contre-ordre. Stop ! Plus de libération ! On déballe les cabas ! Fulminant, la bave aux commissures des lèvres, le poil en herbes

coupantes, les dents prêtes à déchiqueter, ils vident leurs besaces de leurs effets. Re-planquent leurs revues coquines. Et rouvrent le tunnel dont ils regratent la terre avec des fourchettes et des cuillères qu'ils n'avaient heureusement pas jetées. Et ça valse comme ça depuis des semaines ! Un coup, tu sors. Un coup, tu ne sors plus ! C'est d'autant plus embêtant et hautement contrariant que nos 7 000 bonhommes ont pris des engagements fermes à l'extérieur. Dès qu'ils ont appris leur libération imminente, ils se sont programmé toute une série de rendez-vous. Là-haut. Tout en haut. Le genre de rendez-vous que tu ne peux pas décaler, encore moins annuler. Et puis, au-delà des engagements pris une fois la liberté retrouvée, il y a l'aspect psychologique. On ne peut impunément, comme c'est fait en ce moment, jouer avec l'équilibre psychique de ces détenus. Certains d'entre eux envisagent d'ailleurs très sérieusement de porter plainte devant le tribunal international de Sid-Ali Bouneb pour traitements inhumains. Une plainte qui a toutes les chances d'aboutir. A un ratissage. A moins qu'entre-temps, le tunnel ne soit achevé, grâce notamment à l'arrestation et à l'internement massif et arbitraire de bataillons entiers de cuillères et de fourchettes. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.